



Alors que le monde entier fait face à la pandémie, ce 1er mai sera plus que jamais la journée internationale de luttes des travailleuses et travailleurs.

Depuis le début de la crise sanitaire, des millions de personnes sont confinées. De nombreux pays vivent grâce aux oublié-es, aux invisibles de nos sociétés, qui continuent à travailler, le plus souvent au risque de leur propre vie.

Évidemment ce sont d'abord l'ensemble des personnels de santé qui n'ont pas comptés leurs heures, leur dévouement. Ensuite il y a tous les salarié-es, souvent des femmes, du commerce, de l'agro-alimentaire, du paramédical du social, du nettoyage..., ainsi que tous-tes ces agent-es de la fonction publique qui ont continué d'assurer leurs missions de service publics, et plus largement ceux et celles qui travaillent au service de la population.

Les paroles de reconnaissance des gouvernements n'ont pas été suivies d'actes forts. Les mots sont évidemment insuffisants pour exprimer notre colère, et notre détermination à faire changer les choses.

Nous porterons ce 1er mai 2020, bien que confiné-es, les revendications qui sont plus que jamais d'actualité :

Si la « reprise » de la vie sociale, dont le travail fait partie, est une espérance, une nécessité pour beaucoup d'entre nous, (et pour d'autres plus pour remettre leur profit à l'ordre du jour), cela ne peut se faire sans la garantie la plus absolue de la sécurité **sanitaire** de chacun, chacune, ainsi que celle de ses enfants. La santé, la sécurité, le droit de retrait, de grève, le droit syndical doivent être respectés !!

Car sacrifier la santé et les droits des des travailleurs_ses, n'est pas admissible :

La dé-confinement annoncé à partir du 11 mai, intégrant toutes les pressions pour une reprise de l'activité économique, ne peut être accepté sans tests de dépistages généralisés et matériels de protections nécessaires et suffisants (masques homologués, gants, gels hydro-alcooliques...)

Les ordonnances de la loi d'Etat d'Urgence permettant d'imposer des semaines à 60 heures de travail, la perte des congés, des jours de repos, le travail dominical étendu, les abus sur le télétravail, ne sont pas légitimes et **doivent être abrogées !**

Des semaines à 60 heures de travail, la perte des congés, des jours de repos, le travail dominical étendu, les abus sur le télétravail ne sont pas légitimes et ne peuvent durer ! Ce

n'est pas une prime donnée au bon vouloir du patron, ou de l'employeur public, une aide ponctuelle aux plus modestes qui suffiront aux travailleurs-euses : ce sont de vraies revalorisations salariales du SMIC et des salaires en particulier dans les conventions collectives où ils sont les plus bas, tout comme dans la fonction publique !

Sacrifier les plus précaires d'entre nous n'est pas admissible dans une société d'égalité et de solidarité :

Vacataires, intérimaires, intermittent-es, services civiques, la précarisation des travailleur-euses s'est multipliée ces dernières années, et la situation des chômeur-euses et étudiant-es a été dégradée, sur le plan sanitaire comme social.

Elles et ils payent le prix fort de la situation, et les inégalités sociales explosent. Le manque d'investissement au niveau de la santé, la réforme de l'assurance chômage, le projet de réforme de la retraite pas points, mettent à mal la protection sociale, laquelle est un socle protecteur.

De plus, le développement des services publics est nécessaire et indispensable pour assurer l'égalité et répondre aux besoins de la population. De nombreuses aides sont prévues pour les entreprises, alors que pour ceux et celles qui sont dans les situations difficiles, elles restent mineures.

La situation économique et sociale va continuer à s'aggraver, le chômage partiel baissant de fait le pouvoir d'achat et mettant des millions de travailleuses et travailleurs en grande difficulté, il sera nécessaire de revaloriser l'ensemble des salaires.

Cette situation inédite, qui peut malheureusement perdurer et/ou continuer, a remis en lumière l'essentiel : Un hôpital et un système de santé publique avec de vrais moyens humains, matériels, financiers, un système de protection sociale large tout au long de la vie, des services publics qui ne sont pas sacrifiés par des politiques de restructurations, suppressions au bénéfice des appétits de ceux qui prospèrent dans ce système capitaliste !

Le 1er mai doit permettre à chacun et chacune de s'emparer de ces revendications, et par tous les moyens de les rendre visibles.

Il n'est pas acceptable que l'austérité et les logiques comptables imposées par les gouvernements successifs, soient supportées par les travailleuses et travailleurs au sortir de cette crise.

Même confiné-es restons vigilants (es) et investis (es) pour défendre les intérêts des travailleuses et travailleurs pour une véritable force collective, et se préparer pour la suite !

Le 1er mai, soyons visibles, solidaires, et déterminés.

Toulon, le 24 avril 2020